

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 11/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRAVIERES ET SABLIERES VELTZ VIX

3 route de l'III
B.P. 34
67760 GAMBSHEIM

Références : 0006700124/VB/CE
Code AIOT : 0006700124

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2025 dans l'établissement GRAVIERES ET SABLIERES VELTZ VIX implanté 3 route de l'III - 67760 GAMBSHEIM. L'inspection a été annoncée le 10/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAVIERES ET SABLIERES VELTZ VIX
- 3 Route de l'III - B.P. 34 - 67760 GAMBSHEIM
- Code AIOT : 0006700124
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VELTZ-VIX est autorisée par arrêté préfectoral du 29/12/2017 à exploiter une carrière, des installations de traitement des matériaux de carrières et une station de transit de produits minéraux situées à Gambsheim. L'arrêté préfectoral du 24/01/2020 complète le référentiel réglementaire de l'installation, suite à l'extension de l'aire de stockage de granulats existante. Une Installation de production de béton prêt à l'emploi est également exploitée sur l'installation.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Remblaiement par des déchets extérieurs	Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 9.1	Mise en demeure	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 13.5	Sans objet
2	Mise à jour du plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 13.6	Sans objet
3	Profondeur maximale d'extraction et pentes des talus	Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 12.2	Sans objet
4	Auto-surveillance - Eaux souterraines - Eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 6.8	Sans objet
5	Auto-surveillance - Eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 6.7	Sans objet
7	Registre d'accueil des déchets extérieurs	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Sans objet
8	Contrôle de l'accueil des déchets extérieurs	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet
9	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 Bis	Sans objet
10	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 et Annexe I	Sans objet
11	Mesures relatives aux espèces protégées	Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 11/02/2025, l'inspection a constaté un aménagement en cours, par le remblaiement dans le plan d'eau Kaelbergrün, au moyen de matériaux extérieurs au site.

Le remblaiement par des matériaux extérieurs au site, opération interdite par les dispositions de l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017.

L'inspection a constaté lors de la visite du 11/02/2025 et des échanges lors de la réunion avec l'exploitant le 25/02/2025, l'absence de déchets non conformes dans les remblais visibles, la tenue d'un registre des déchets, de procédure d'accueil des déchets.

En l'absence de défaut manifeste sur la qualité des matériaux mis en œuvre, constatant la nécessité des travaux d'aménagements conduits par l'exploitant, l'inspection propose à l'autorité préfectorale d'encadrer, au titre de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, les travaux de

remblaiement en cours, et de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai de 3 mois les dispositions de l'article R. 181-46-II du code de l'environnement en déposant un dossier de modification des conditions de l'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 13.5
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan à une échelle au moins aussi précise que le 1/1000, orienté. L'échelle est mentionnée sur le plan. Le plan comprend un maillage selon le système Lambert et doit indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre de l'installation (carrière et installations annexes) et ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - la dénomination actualisée des parcelles cadastrales concernées et riveraines, - les limites communales, - la position des ouvrages mentionnés au point 14.1 de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 susvisé et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales, - la position des bâtiments, des installations, des ouvrages ou des équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, - les limites de sécurité réglementaires et les périmètres de protection, - l'emplacement des bornes, - les courbes de niveau équidistantes (tous les 10 mètres d'altitude) et les cotes d'altitude des points significatifs, - les courbes bathymétriques (équidistantes, tous les dix mètres de profondeur), - les installations annexes (accès, dispositifs de traitement des eaux...), - la position des dispositifs de clôture et des autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses, - les voies d'accès à la carrière, - les pistes et les voies de circulation de la carrière, - les piézomètres et les ouvrages de prélèvement d'eaux (puits, forages...), - les zones dans lesquelles l'exploitation est définitivement arrêtée, - les zones définitivement réaménagées et la nature de la remise en état effectuée, - les zones non défrichées, - les zones défrichées non réaménagées, - les limites des zones de hauts-fonds réalisées et/ou prévues, - les limites des zones humides réalisées et/ou prévues, - l'emplacement des hibernaculums réalisés et/ou prévus, - l'emplacement des merlons, - les zones de stockage des terres et des stériles d'exploitation, - l'emplacement des points de rejet des eaux dans le plan d'eau et des points de prélèvement (dans les bassins de décantation, dans le plan d'eau, à la sortie des dispositifs de traitement des eaux...), - l'emplacement des bassins de décantation, - les éventuels cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ou situés dans la carrière. <p>Le plan est daté. Il comporte une légende qui permet d'identifier les éléments énumérés au paragraphe précédent.</p>

Au moins trois coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, sont jointes au plan. Les coupes sont réalisées vers la zone d'extension exploitée, vers les zones de hauts-fonds et vers les zones les plus profondes du plan d'eau.

Constats :

L'exploitant a présenté deux plans : plan d'ensemble et plan d'exploitation. Le plan d'ensemble présente les limites ICPE, les abords, les emplacements des installations, les piézomètres, les points de rejet des eaux de traitement, les aménagements et réaménagements. Le plan d'exploitation présente la bathymétrie, les limites de sécurité et le phasage d'exploitation. Les éléments présentés n'appellent pas d'autres remarques de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise à jour du plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 13.6

Thème(s) : Autre, Mise à jour du plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

Le plan d'exploitation est mis à jour au moins tous les deux ans. Le plan doit comporter toutes les informations énumérées à l'article 13.5. Plusieurs plans peuvent être établis. Ces plans ont alors la même échelle.

Le plan d'exploitation et les coupes associées doivent être transmis à l'inspection des installations classées tous les deux ans. L'inspection des installations classées peut demander des exemplaires supplémentaires du plan et des coupes.

Le plan bathymétrique et les coupes sont mis à jour au moins tous les deux ans et doivent être transmis à l'inspection des installations classées tous les deux ans.

Les plans et les coupes sont également mis à jour au moment de la notification de la cessation d'activité de la carrière.

Les plans sont dressés et les coupes sont établies par un géomètre-expert.

Les plans et les coupes sont conservés sur le site et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le plan d'exploitation présente une date de levés bathymétrique et topographique au 30/05/2023.

L'exploitant indique les prochains levés programmés pour mai 2025.

Les éléments présentés n'appellent pas d'autre remarques de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Profondeur maximale d'extraction et pentes des talus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 12.2

Thème(s) : Autre, Profondeur maximale d'extraction et pentes des talus

Prescription contrôlée :

La profondeur d'exploitation est limitée à la cote + 67 mètres NGF (soit 60 m sous eau sous le terrain naturel).

Aucune extraction ne doit être effectuée à une cote inférieure.

Les talus du plan d'eau sont réalisés au fur et à mesure de l'exploitation selon une pente qui en garantit la stabilité.

La pente maximale des talus mesurée par rapport à l'horizontale doit être de :

- 1/1,5 (67 %), pour les parties des berges de la carrière situées au-dessus de la cote des plus hautes eaux décennales connues de la nappe ;

- 1/10 (10%), sur une distance horizontale sous eau d'au moins vingt mètres, mesurée depuis la cote moyenne estivale du niveau libre de l'eau pour les zones de hauts-fonds prévues ;

- 1/2,5 (40 %) pour les parties situées en dessous de la cote des plus hautes eaux décennales connues de la nappe.

L'exploitant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter les pentes maximales définies.

Constats :

L'exploitant déclare l'absence de surcreusement.

L'exploitant présente une problématique d'effondrement de la berge à l'est de la berge sud de l'étang Kaelbergrün, proche des bureaux, causé par les effets combinés du niveau haut des eaux de l'étang et de la modification de l'exutoire des eaux de traitement suite aux modifications des bassins de décantation.

Au droit de ces parcelles, l'extraction n'est pas autorisée, l'autorisation délivrée à l'exploitant porte sur le pompage et le rejet d'eaux pour les procédés de traitement des minéraux extraits.

L'exploitant indique que son projet de modification des bassins de décantation, par remblaiement dans cette zone permettra de sécuriser la berge.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Auto-surveillance - Eaux souterraines - eaux de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 6.8

Thème(s) : Autre, Auto-surveillance - Eaux souterraines - Eaux de surface

Prescription contrôlée :

Le réseau de surveillance de la nappe se compose de trois ouvrages.

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM.

Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

L'exploitant surveille régulièrement les piézomètres et les entretient en vue de garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages.

À cet effet, il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol.

En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant informe le préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être

effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

L'exploitant réalise la surveillance de la manière suivante :

Point de contrôle	Fréquence des prélèvements et analyses	Paramètres à rechercher
PZ1, PZ2, PZ3	Annuelle	Température, pH, ammonium, hydrocarbures totaux, COT, conductivité, paramètres bactériologiques
Plan d'eau Kaelbergrün	Annuelle	Température, pH, turbidité, ammonium hydrocarbures totaux, COT

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection les résultats des analyses des eaux de 2023. L'exploitant précise l'absence d'anomalie sur les résultats des mesures des eaux souterraines.

L'exploitant n'a pas réalisé les analyses en 2024. Les prélèvements 2025 ont été anticipés pour y pallier, ils sont prévus pendant le premier trimestre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les résultats des analyses 2025 ainsi que les commentaires et dispositions proposées en cas d'anomalie (travaux, prélèvements et analyses supplémentaires), dès réception des résultats.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Auto-surveillance - Eaux de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 6.7

Thème(s) : Autre, Auto-surveillance - Eaux de surface

Prescription contrôlée :

À la sortie des bassins de décantation, les paramètres suivants doivent être analysés par un laboratoire agréé :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Température inférieure à 30 °C ;
- matières en suspension totales (MEST), concentration inférieure à 100 mg/l ;
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO), concentration inférieure à 125 mg/l ;
- hydrocarbures totaux, concentration inférieure à 5 mg/l.

Ces valeurs doivent être mesurées sur un échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. Pour les MEST, la DCO et les hydrocarbures totaux, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Des analyses de contrôle annuelles portant sur les paramètres précédemment cités, sont effectuées par un laboratoire agréé.

Constats :

L'exploitant n'a pas réalisé les analyses en 2024.

Des travaux sont en cours sur les bassins de décantation.

L'installation de traitement des minéraux étant à l'arrêt depuis novembre 2024 et pour le premier trimestre 2025, l'exploitant déclare reprendre les analyses à la suite de la remise en service des installations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant d'informer de la reprise des activités et de la date des prélèvements dans les eaux de sortie de bassins.

De plus, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre les résultats des analyses 2025 ainsi que les commentaires et dispositions proposées en cas d'anomalie (travaux, prélèvements et analyses supplémentaires), dès réception des résultats.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Remblaiement par des déchets extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 9.1

Thème(s) : Autre, Remblaiement par des déchets extérieurs

Prescription contrôlée :

L'apport définitif (installation de stockage), dans la carrière, de déchets et de terres qui proviennent de l'extérieur de la carrière est interdit. **Toute opération de remblaiement de la carrière avec des terres, des déchets ou des déchets d'extraction de carrières extérieurs au site est interdite.**

Constats :

Lors de l'inspection, un remblaiement du plan d'eau Kaelbergrün est constaté. Ce plan d'eau est inclus dans le périmètre de l'autorisation de l'installation, mais n'est pas autorisé pour l'extraction. Les travaux de remblaiement sont conduits pour aménager un nouveau bassin de décantation des eaux de traitement des matériaux minéraux.

L'inspection précise :

- L'exploitant a porté à connaissance son projet d'aménagement, avec remblaiement, par courrier du 06/09/2023. Le dossier de l'exploitant ne précise pas l'emploi de matériaux extérieurs au site.
- Par courrier du 20/09/2023, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de préciser les matériaux utilisés en remblais.
- Dans les courriers de l'exploitant à la DREAL, du 02/10/2023 et du 22/12/2023, l'exploitant ne fait pas état de l'utilisation de matériaux extérieurs pour les projets d'aménagements par remblaiement.

Au cours des échanges lors de la visite du 11/02/2025, l'exploitant déclare qu'il remblaye avec des terres venant de l'extérieur du site depuis 2022. L'exploitant déclare remblayer sur une surface de 3 000 m², et estime le volume de matériaux à mettre en remblai entre 80 000 et 100 000 m³ (environ 150 000 à 175 000 tonnes). Le registre présenté par l'exploitant fait état de 85 000 t mises en remblai.

L'exploitant déclare que le remblaiement est effectué à la chargeuse, par compactage puis poussage depuis la berge.

L'exploitant a présenté, lors de la visite, les fiches de procédures mises en œuvre pour l'accueil sur le site et la mise en remblai des matériaux.

Lors de la visite d'inspection du 11/02/2025, l'inspection constate que les matériaux visibles dans le remblai effectué sont des matériaux terreux, sont exempts de matériaux de démolition, exempts de tous matériaux visuellement ou olfactivement différents des matériaux déclarés admis par l'exploitant : terres et pierres et terres et cailloux non contaminés (déchets 17 05 04 et 20 02 02).

L'exploitant déclare que les déchets admis pour la mise en remblais ne sont pas admis à titre onéreux. L'exploitant déclare qu'il ne constitue pas une filière d'élimination de déchets.

L'exploitant déclare que l'accueil des déchets constitue une valorisation au sens où les matériaux sont utilisés en remblais, pour un aménagement indispensable à l'activité du site, en substitution de matériaux du site (granulats) ou de matériaux terreux du marché (terres vendues comme produits).

L'inspection établit que le remblaiement par des matériaux extérieurs effectué en dépit de l'interdiction édictée à l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral du 29/12/2017 est une absence de conformité aux dispositions réglementaires.

En l'absence de constatation, dans les remblais, de matériaux présentant des caractéristiques de défaut de tri, de matériaux autres que les matériaux déclarés admis par l'exploitant, du fait de la tenue du registre des matériaux accueillis, du fait de l'aménagement indispensable à la poursuite de l'activité de l'installation, l'inspection propose la mise en demeure de l'exploitant, dans un délai de six mois, de se conformer aux dispositions du II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement par le dépôt d'un dossier de porter à connaissance pour le projet de modification de l'installation constitué par les aménagements par remblaiement avec des matériaux extérieurs au site.

Dans la situation de nécessité de l'aménagement pour la poursuite de l'exploitation et pour la sécurisation de la berge sud-est, l'inspection propose d'édicter les prescriptions encadrant les travaux par un arrêté préfectoral complémentaire, pris en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Dans la proposition d'arrêté préfectoral complémentaire jointe au présent rapport, l'encadrement des travaux est prescrit en respect des orientations, objectifs et dispositions des schémas et plans opposables : SDAGE Grand-EST, SAGE III-Nappe-Rhin et Schéma Régional des Carrières notamment, pour le remblaiement, par des matériaux extérieurs au site, de carrière en eau de la plaine d'Alsace :

- limitation de l'aménagement à l'emprise nécessaire à la réalisation d'un ouvrage indispensable au projet et à la sécurité du site ;
- encadrement de la réception des matériaux et analyses complémentaires régulières pour assurer l'innocuité des déblais terreux reçus ;
- suivi de la qualité des eaux de la nappe, déjà prescrits sur le site ;

L'inspection propose au surcroît la mise en demeure de l'exploitant, sous un délai de 3 mois, de déposer un dossier de modification des conditions d'exploitation des installations autorisées, au

titre du respect des disposition de l'article R. 181-46-II du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires, mise en demeure
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Registre d'accueil des déchets extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
Thème(s) : Autre, Registre d'accueil de déchets extérieurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29/02/2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'accusé d'acceptation des déchets ; - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; - le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté, lors de la visite, le registre d'accueil des déchets extérieurs reçus sur site. Ce registre consigne les types de déchets reçus, les volumes ou tonnages admis, date de réception, entreprise productrice et transporteur du chargement admis.</p> <p>L'exploitant déclare que l'admission du déchet et l'enregistrement de la réception du chargement implique un résultat négatif au contrôle au déchargement d'éléments suspects de non conformité. L'exploitant déclare que tout élément non conforme avéré lors du contrôle de déchargement entraîne le refus du chargement et au besoin le rechargement du déchet par le transporteur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de consigner de façon explicite dans le registre le résultat du contrôle effectué à l'accueil de chaque chargement, et de consigner tous les refus et leur motif.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de consigner les typologies des déchets admis selon les éléments de la nomenclature (et seulement, par exemple : la précision « loess » n'est pas nécessaire, elle peut apparaître dans un champ de commentaire supplémentaire, la typologie du déchet est « Terres et cailloux ne contenant pas de matière dangereuse, code 17 05 04 »).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle de l'accueil des déchets extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Autre, Contrôle de l'accueil des déchets extérieurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant d'être admis, [...]</p>

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Constats :

L'exploitant déclare qu'il accepte sur site uniquement des « Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse » et « Terres et pierres » ne provenant pas de sites contaminés.

L'exploitant déclare que tout élément non conforme avéré lors du contrôle de déchargement entraîne le refus du chargement et au besoin le rechargement du déchet par le transporteur.

L'exploitant déclare que les déchets de chantier qui ont échappé au tri et accompagné le chargement de terres (métal, plastique, minéraux artificiels, céramiques ou autre) sont écartés, déposés dans une zone prévue à cet effet puis éliminés par l'exploitant au moyen de filières adaptées.

L'inspection constate l'absence de déchets banals dans les matériaux visibles en remblais, l'absence de matériaux de démolition, la présence d'une zone de regroupement de déchets banals en marge de la zone d'accueil des matériaux et la présence d'une très faible quantité de déchets de ce type.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 Bis

Thème(s) : Autre, Plan de gestion des déchets d'extraction

Prescription contrôlée :

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets.

Constats :

L'exploitant a présenté le PGDE daté de 2022 lors de l'inspection.

Les éléments présentés n'appellent pas de remarque de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 et Annexe I

Thème(s) : Autre, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes d'extraction
Prescription contrôlée : On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'exploitant indique que l'installation ne produit que peu de déchets d'extraction : terres de décapage conservées sur site, et fines argileuses utilisées dans les aménagements de remise en état. Les éléments présentés n'appellent pas de remarque de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Mesures relatives aux espèces protégées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2017, article 3.1
Thème(s) : Autre, Mesures relatives aux espèces protégées
Prescription contrôlée : L'exploitation, la remise en état du site et les mesures prévues pour les espèces protégées doivent être coordonnées. L'exploitant met en œuvre les mesures d'insertion environnementales mentionnées dans le dossier de demande de dérogation déposé au titre des espèces protégées, reprises dans l'arrêté du 29/09/2017 portant dérogation aux interdictions au titre des espèces protégées, annexé au présent arrêté. L'exploitant communique à l'inspection des installations classées l'identité des prestataires retenus, le plan de gestion et le programme de suivi prévus. Avant chaque changement de phase, avec la transmission du document qui atteste de la constitution des garanties financières, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des suivis écologiques et un plan de l'état d'avancement de la remise en état du site.
Constats :

L'exploitant a présenté lors de l'inspection les mesures, aménagement et dispositions prises en faveur des espèces protégées.

L'exploitant a présenté le rapport de suivi écologique 2022 et attend le rapport 2024, conformément aux prescriptions de l'arrêté du 29/12/2017.

Les éléments présentés n'appellent pas de remarque de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

